

Le CD&V de plus en plus isolé

■ Sa base et ses relais le lâchent, ses partenaires aussi. Son avenir s'assombrit.

Analyse Antoine Clevers

A force de prendre des coups, le CD&V va être mis K.-O. Les Mutualités chrétiennes (MC) viennent d'asséner un solide uppercut aux chrétiens démocrates, censés être leurs plus proches relais dans le gouvernement. *“Des coupes drastiques sont imposées aux mutualités”*, déplorent les MC – ailes francophone et flamande – dans une carte blanche publiée lundi dans *“La Libre”* et *“De Standaard”*.

“Le budget des mutualités a été amputé de manière cumulée de 305 millions d'euros entre 2015 et 2018. [...] Par ailleurs, le dernier conclave budgétaire a réduit le budget des soins de santé de 3 milliards d'euros, poursuivent Jean Hermesse et Luc Van Gorp, les deux patrons des MC. Les pensionnés, les personnes handicapées ou malades devront supporter le coût du tax shift, entre autres les hausses de TVA, sans bénéficier de ses avantages. [...] Les économies annoncées nous mettent dans les difficultés jusqu'au cou. Pour nous, la coupe est pleine.” Dur.

Au CD&V, qui se présente comme la caution sociale du gouvernement, le malaise grandit. Des députés expriment de plus en plus librement leur mécontentement. Et Kris Peeters, le vice-Premier CD&V, avouait (*“La Libre”* du 25/7) qu'il n'était pas aisé pour sa formation de faire partie de l'attelage fédéral. Décodage.

1 Au centre-gauche. Depuis la dernière campagne électorale, le CD&V a opéré un recentrage (de la droite vers la gauche) sur l'échiquier politique. Ce positionnement stratégique est logique. A gauche, il y a plus de place qu'à droite, où la N-VA (surtout) et l'Open VLD (un peu) sont omniprésents. Mais, forcément, en intégrant un gouvernement de centre-droit, voire de droite (avec MR, N-VA et

VLD), les centristes se retrouvent de facto isolés – ce n'est pas un hasard s'ils ont longtemps espéré faire monter le CDH à bord. Pis, ils font reposer sur leurs seules épaules les espoirs des syndicats, inquiets face à un gouvernement jugé trop bienveillant à l'égard du patronat.

2 Sous pression. Ça n'a pas loupé. L'“achterbaan” du CD&V – comprenez : sa base et ses relais dans la société – se rebiffe de plus en plus ouvertement. Le syndicat chrétien (CSC-ACV), le Mouvement ouvrier chrétien (MOC et ACW) et maintenant les Mutualités chrétiennes, tous ont critiqué peu ou prou l'action gouvernementale, et, par conséquent, celle du CD&V.

3 Maillon faible. *“Le CD&V, c'est le maillon faible du gouvernement”*, entend-on au sein de l'équipe Michel. Où certains – la N-VA en tête – s'agacent des postures trop à gauche du CD&V, et de la propension qu'il aurait à retourner sa veste. L'opposition en profite et appuie où ça fait mal. Les chrétiens démocrates sont *“les malheureux de la coalition”*, disait Laurette Onkelinx, cheffe du groupe PS à la Chambre, dans *“Le Soir”*. Au Parlement, Groen et SP.A aiment s'adresser directement aux élus et ministres CD&V pour dénoncer leurs manquements ou promesses non tenues. Pour ces deux partis, affaiblir le CD&V, c'est le décrédibiliser aux yeux d'un électorat de gauche qu'ils convoient aussi – en plus de s'attaquer au gouvernement dans son ensemble.

4 Peu de victoires. *“Le glissement fiscal (tax shift) est important pour créer de l'emploi, mais je comprends d'après les réactions qu'il faut encore beaucoup communiquer”*, a réagi lundi Kris Peeters. Il a raison, une communication positive est essentielle. Pour qu'une boutique gouvernementale tourne, chaque partenaire doit pouvoir y

vendre sa camelote, c'est-à-dire décrocher des victoires électoralement porteuses. Pour le CD&V, on est loin du compte. Il y a certes l'accord sur le tax shift, qu'il réclamait à cor et à cri. Mais il fut obtenu au prix de nouvelles économies drastiques dans les dépenses publiques et d'un accroissement de la fiscalité sur la consommation (électricité, diesel, tabac, alcool, etc.). Dans le même ordre d'idée, le CD&V a obtenu une taxe sur la spéculation. Dont gain estimé : 28 millions d'euros... Une paille. Invendable. *Last but not least*, les ministres CD&V peinent à faire entendre leurs voix. Pieter De Crem et son Commerce extérieur sont invisibles; Koen Geens à la Justice n'arrive pas à faire aboutir ses projets et doit encaisser la grogne du monde judiciaire; et M. Peeters passe son temps à recoller les morceaux.

5 Deuxième tour. Augmentation des bas et moyens salaires de 100 euros nets par mois, régularisation fiscale, taxe santé, taxe sur la spéculation, hausse de la TVA sur l'électricité, etc. Le tax

shift n'a pas encore livré tous ses verdicts. La mise en œuvre des mesures – pour l'instant, très vagues – décidées lors de l'accord du 23 juillet s'apparente à un deuxième tour de négociations que le CD&V entend bien marquer de son empreinte. Sera-ce suffisant pour renverser la vapeur ? Sans doute pas... Parce que les grands arbitrages ont déjà été opérés. Et parce que le poids du CD&V dans la coalition – il n'est que le troisième parti, juste devant l'Open VLD – ne lui permet que peu de gourmandises. Décidément, les centristes flamands devront être robustes. Les coups risquent de pleuvoir encore longtemps.

“Je comprends d'après les réactions qu'il faut encore beaucoup communiquer.”

KRIS PEETERS

Vice-Premier ministre CD&V,
en charge de l'Economie.